



Liberté • Egalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Secrétariat général  
de la préfecture du Nord

Direction de la Citoyenneté

Bureau de la réglementation  
générale et de la circulation  
routière

**DECISION FAVORABLE**  
**DOSSIER N° 368**  
**PROCEDURE PC-AEC**

La Commission Départementale d'Aménagement Commercial du Nord,

Aux termes du procès-verbal et de ses délibérations en date du 6 juin 2018 prises sous la présidence de Madame Eliane DEL DIN, directrice de la Direction de la Citoyenneté de la préfecture du Nord, représentant Monsieur le préfet empêché,

Vu la loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie du 4 août 2008, notamment son article 102,

Vu la loi n° 2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises,

Vu la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques,

Vu le code de commerce et notamment ses articles L.750-1 et suivants, ainsi que R.751-1 et suivants,

Vu le code de l'urbanisme et notamment son article L.142-1, ainsi que L.425-4,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-17, L.2122-18, L.2122-20 et L.2122-25,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu le décret n° 2015-165 du 12 février 2015 relatif à l'aménagement commercial,

Vu l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2015 modifié par l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2017 instituant la commission départementale d'aménagement commercial du Nord – CDAC,

Vu l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2017 par lequel Monsieur le préfet de la région Hauts-de-France, préfet du Nord, donne délégation de signature à Monsieur Thierry MAILLES en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord, délégation régulièrement publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord sous le n° 245 du 2 novembre 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 juin 2018 par lequel le préfet de la région Hauts-de-France, préfet du Nord, organise la suppléance de la présidence de la CDAC et autorise Madame Eliane DEL DIN en qualité de directrice de la Direction de la Citoyenneté de la préfecture du Nord à présider la CDAC du Nord ; suppléance régulièrement publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord sous le n°122 du 4 juin 2018,

Vu le dépôt du permis de construire n° PC 059 560 18 S0009 transmis le 9 avril 2018 par la mairie de SECLIN,

Vu la demande d'autorisation d'exploitation commerciale de la SCI LAURIER 017 portant extension d'un ensemble commercial par création d'une boulangerie à l enseigne ANGE sur une surface de vente de 36,42 m<sup>2</sup> à SECLIN, Rue de l'Industrie, enregistrée le 23 avril 2018 sous le numéro 368,

Vu l'arrêté préfectoral du 23 avril 2018 précisant la composition de la commission départementale d'aménagement commercial du Nord pour l'examen de la demande susvisée,

Vu le rapport d'instruction présenté par la direction départementale des territoires et de la mer du Nord (DDTM),

Après avoir délibéré, assistée de Monsieur Jean-Philippe CARRÉ, représentant le directeur départemental des territoires et de la mer du Nord,

Considérant que la CDAC se prononce sur les effets du projet en matière d'aménagement du territoire, de développement durable, de protection des consommateurs et, à titre accessoire, en matière sociale, conformément aux critères d'évaluation énoncés à l'article L.752-6 du code de commerce,

Considérant qu'en termes d'aménagement du territoire et de développement durable, la DDTM émet un avis favorable sur la demande d'autorisation d'exploitation commerciale de la SCI LAURIER 017 portant extension d'un ensemble commercial par création d'une boulangerie à l enseigne ANGE sur une surface de vente de 36,42 m<sup>2</sup> à SECLIN, Rue de l'Industrie,

Considérant que le projet s'implante en bordure d'un réseau viaire adapté et sécurisé,

Considérant que le projet d'importance relativement modeste s'inscrit dans une zone commerciale existante,

Considérant l'engagement pris par le porteur de projet de contribuer à la récupération des eaux pluviales et à l'accessibilité du site aux personnes à mobilité réduite,

## **A ÉMIS**

### **UN AVIS FAVORABLE**

lors de sa séance en date du 6 juin 2018, à la demande d'autorisation d'exploitation commerciale de la SCI LAURIER 017 portant extension d'un ensemble commercial par création d'une boulangerie à l'enseigne ANGE sur une surface de vente de 36,42 m<sup>2</sup> à SECLIN, Rue de l'Industrie **par 5 votes favorables, 2 défavorables et 1 abstention sur les 8 membres que compte la commission**, une personnalité qualifiée du collège consommation étant excusée et un représentant du Scot Lille Métropole et une personnalité qualifiée du collège développement durable étant absents, l'avis favorable n'étant émis qu'à condition de recueillir 5 votes favorables.

portée par la société  
SCI LAURIER 017  
63 Rue Basse  
59000 LILLE

représentée par  
Monsieur Franck BARRE  
Email : fb.csc@orange.fr  
☎ 06.72.77.15.51

#### **Ont voté POUR le projet :**

##### Au titre des élus locaux :

Monsieur Jean-Rémy VANDEVOORDE, Adjoint au maire de SECLIN  
Monsieur Daniel BOUREL, représentant de la Métropole Européenne de Lille  
Monsieur Daniel DELWARDE, Maire de PROVILLE, représentant les maires du Nord

##### Au titre des personnalités qualifiées :

Madame Claudie GHESQUIERE, personnalité qualifiée du collège CONSOMMATION  
Monsieur Benoît PONCELET, personnalité qualifiée du collège DEVELOPPEMENT DURABLE

#### **A voté CONTRE le projet :**

##### Au titre des élus locaux :

Madame Mady DORCHIES, représentant le président du Conseil régional des Hauts-de-France  
Monsieur André FIGOUREUX, Maire de WEST-CAPPEL, représentant les intercommunalités du Nord

**S'est ABSTENU :**

**Au titre des élus locaux :**

Monsieur Jean-Marc GOSSET, représentant le Président du Conseil Départemental du Nord

Fait à Lille, le 19 JUIN 2018  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général adjoint



Thierry MAILLES

**DELAIS ET VOIES DE RECOURS :**

*Dans un délai d'un mois, devant la commission nationale d'aménagement commercial - Bureau de l'aménagement commercial - secrétariat de la CNAC - Bâtiment 4 - 61 boulevard Vincent Auriol - Teledoc 121 - 75703 PARIS CEDEX 13. Ce délai court dans les conditions définies ci-après :*

- Pour le demandeur, à compter de la date de notification de la présente décision,
- Pour le préfet et les membres de la commission visés à l'article L.752-17 du code de commerce, à compter de la date de la réunion de la commission,
- Pour toute autre personne ayant intérêt à agir, à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article R.752-19 du code de commerce.

**La saisine de la commission nationale est un préalable obligatoire à un recours contentieux à peine d'irrecevabilité de ce 5 dernier.**